

*Remplacement du mazout—Loi*

**M. Young:** Il est brillant et il l'était lorsqu'il parlait du programme en question. Ce qu'il avait dit a été imprimé pour la postérité à la page 11099 du *hansard* du 30 juin 1981. Voici ce que le député avait déclaré:

L'idée d'inciter le plus grand nombre de gens possible à adopter des systèmes à faible technologie pour réduire leur consommation de pétrole est excellente. L'idée est d'autant plus heureuse si la solution de rechange est moins coûteuse que le prix actuel du pétrole et que son prix futur également.

De toute évidence, ce sont les paroles d'un sage. La Chambre aurait avantage à écouter les députés d'expérience qui siègent du côté des ministériels. Le député en question était ministre du cabinet Diefenbaker. Il avait beaucoup aidé à mettre au point les lignes de conduite adoptées par le premier ministre de l'époque. Nous savons tous ce qui est arrivé à ce gouvernement, mais ce n'était pas à cause des conseils fournis par le député de Qu'Appelle-Moose Mountain. J'ai assisté à un grand nombre d'assemblées et de réunions à Ottawa depuis 1980 et je sais que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a déclaré publiquement bien des fois que si le gouvernement Diefenbaker l'avait écouté, il serait toujours au pouvoir. Il l'affirme avec tellement d'autorité et de conviction que, pour ma part, je suis prêt à le croire.

Si le gouvernement écoutait le député, il aurait peut-être une chance de rester au pouvoir après les prochaines élections. J'en doute cependant vu ce qui est arrivé jusqu'ici. Certains des ministériels sont des gens très raisonnables. Je vois mon ami le député de Simcoe-Nord (M. Lewis). C'est aussi un sage. Je peux voir à son regard qu'il est d'accord avec tout ce que je dis. Je suis certain qu'à la réunion du caucus mercredi matin, il dira au cabinet qu'après m'avoir écouté et entendu mes arguments convaincants, il est persuadé que le programme devrait en effet continuer à s'appliquer pendant six mois, comme mon bon ami le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) l'a proposé à la Chambre. Si les députés veulent faire preuve de bon sens, surtout les ministériels, ils accepteront la proposition de l'honorable représentant. Je vois que mon temps de parole est écoulé, monsieur le Président. Merci beaucoup.

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, je suis sûr que la permission serait accordée à l'unanimité afin que le député puisse poursuivre ses observations, s'il le désirait. Quoi qu'il en soit, je suis très heureux de pouvoir exposer ma position sur ce projet de loi.

Nous avons beaucoup critiqué le gouvernement durant la période des questions à d'autres occasions parce qu'il n'a pas respecté les promesses qu'il a faites au cours de la campagne électorale. Nous parlons aujourd'hui d'une initiative qu'il prend sans l'avoir jamais promise. En tout cas, je ne me souviens pas avoir entendu promettre pendant la campagne électorale que le programme de remplacement du pétrole et le programme d'isolation thermique des maisons seraient éliminés. J'aurais bien aimé l'entendre dire par le candidat conservateur dans ma circonscription ou dans d'autres. Il aurait visé deux des programmes les plus populaires et les plus cruciaux que le gouvernement supprime sans avis ou presque.

J'ignore si les députés ministériels sont en rapport assez étroit avec leurs électeurs pour se rendre compte à quel point

l'annulation de ces programmes est grave. Il y a environ deux heures, j'ai reçu un appel de quelqu'un de ma circonscription qui voulait me faire savoir qu'il avait fait des démarches dès que la date d'expiration du programme de remplacement du pétrole a été annoncée, parce qu'il voulait en bénéficier. Il a communiqué avec Consumers Gas vers la fin de janvier parce qu'il voulait que cette entreprise convertisse son système de chauffage au gaz. L'entreprise n'a même pas voulu noter son nom. On lui a répondu qu'il ne lui servait à rien de présenter une demande parce qu'il serait impossible de la faire approuver à temps. Il m'a dit qu'un certain nombre de ses voisins étaient dans le même cas. Si c'était bien leur situation, je suis certain que des milliers de personnes au Canada qui veulent convertir leur système de chauffage à un autre combustible en sont empêchées par manque de temps.

Je sais que le gouvernement consacre ses efforts à réduire le déficit. A première vue, ce programme devrait réduire le déficit car nous utilisons les recettes fiscales pour essayer d'aider les gens à isoler leur maison et à employer un autre combustible que le mazout. Le gouvernement ne pouvait pas plus mal choisir pour remplir sa promesse de réduire le déficit. Ce programme est offert à tous les ménages. C'est pourquoi cela me désole tant que ce soit celui que le gouvernement ait choisi pour s'acquitter de son engagement de réduire . . .

**M. McDermid:** Ce n'est pas vrai.

**M. Kaplan:** Le député a-t-il une idée à exprimer? J'accepterais volontiers qu'il me pose une question dès maintenant.

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre. Le député de York-Centre a dix minutes pour faire son exposé. Pas de questions et réponses, je vous prie.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député de York-Centre (M. Kaplan) m'offre de lui poser une question sur son temps de parole. Je suis bien prêt à m'exécuter.

● (1640)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le secrétaire parlementaire devrait savoir cela. Si nous nous en tenons au Règlement, chaque député peut faire un discours de dix minutes, aux termes de l'article 35(2). Si le secrétaire parlementaire veut obtenir le consentement unanime pour poser une question, je dois demander à la Chambre si elle le lui permet.

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**M. Kaplan:** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question pour la forme au secrétaire parlementaire. Aurait-il l'obligeance de me laisser finir mon discours? Après, il pourra prendre la parole et parler aussi longtemps qu'il voudra.

Le gouvernement a décidé de réduire ses dépenses en sacrifiant ces deux programmes. Cette décision compromet d'autres priorités qui étaient celles de l'ancien gouvernement et qui, j'espère, vont continuer d'être celles du gouvernement actuel. Malheureusement, sa décision d'annuler ces deux programmes ne cadre pas du tout avec ces priorités.